

**Subject:** 1995

**From:** Vandenberghe <vandenberghe@ires.ucl.ac.be>

**Date:** Tue, 17 May 2005 17:53:54 +0200

**To:** "Vandenberghe Vincent" <vandenberghe@ires.ucl.ac.be>

## **SOMBRES PERSPECTIVES DE FINANCEMENT LES ECONOMISTES DESSINENT L'AVENIR ETUDIANT EN NOIR**

TELLIER, DIDIER

**Le Soir** : édition du 11/12/1995 | page 3

Sombres perspectives de financement

Les économistes dessinent

l'avenir étudiant en noir *Si les étudiants devaient obtenir ce qu'ils réclament - plus de moyens pour l'école -, ils hypothéqueraient encore davantage leur avenir.* Les trois économistes penchés au chevet de l'école au débat de « Samedi première » n'auront guère rencontré les attentes étudiantes. Pierre Pestieau (ULG), Vincent Vandenberghe (UCL) et Robert Deschamps (Facultés universitaires de Namur) ont répété le diagnostic implacable établi la semaine dernière à l'occasion du colloque organisé par la Fondation universitaire sur l'économie de l'enseignement. L'alternative est connue : soit on réalise en quatre ans les 14 milliards (sur 230) d'économies programmés pour atteindre l'équilibre budgétaire, soit on augmente, via le pouvoir fiscal des Régions (et accessoirement de la Communauté), les taxes immobilières ou l'additionnelle à l'impôt des personnes physiques. *Un tel choix, explique Robert Deschamps, pèserait sur le facteur travail et entraînerait une hausse des coûts salariaux. Soit à terme une nouvelle raréfaction des emplois.*

Les mouvements étudiants de l'automne ? Chacun s'accorde à reconnaître le bien-fondé de l'inquiétude face à l'avenir. Irrationnelle ? Pas tant que cela, à entendre Pierre Pestieau : *L'avenir de la génération étudiante actuelle est sombre. Non seulement, les perspectives d'emploi sont mauvaises mais l'Etat, qui a pour rôle de redistribuer les moyens entre les individus et les générations, leur prépare une note salée, du point de vue des engagements financiers, des dettes et des pensions à assumer. C'est pour cela qu'il est tragique, note Pestieau, de leur part de demander aujourd'hui plus de ressources. S'endetter pour financer l'enseignement ne ferait qu'aggraver les choses.* L'accès à l'enseignement supérieur n'est pas parfaitement démocratisé, notent encore les trois économistes. Dans la clientèle des universités, on trouve proportionnellement peu d'étudiants venant de milieux modestes. Ceux-ci sont plus largement représentés dans le supérieur de type court, plus proche du modèle de l'enseignement secondaire. *Les étudiants ne voient pas que derrière la gratuité apparente, il y a un système de contribution au financement des études supérieures,* relève Vandenberghe.

Pour Pierre Pestieau, le coût des études universitaires reste prohibitif pour des étudiants issus de milieu modestes. Mais ce sont en définitive ces familles dont les enfants ne vont pas à l'université qui financent les étudiants plus aisés qui y vont, note Pestieau. Il faut, remarquent les deux économistes, mieux organiser la massification de l'enseignement supérieur en augmentant les droits d'inscription, tout en rendant plus efficace le système des bourses d'études dont les montants sont trop faibles. D. T.